



Le Pentagone prend racine au Kosovo

Par [Tamara Zamiatina](#)

Mondialisation.ca, 02 avril 2008

[Ria Novosti](#) 2 avril 2008

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#)

Thème: [Militarisation](#)

Analyses: [LES BALKANS](#)



Les avertissements faits par nombre d'experts avant l'indépendance du Kosovo commencent à se réaliser: tous les attributs d'une grande base militaire de l'OTAN et des États-Unis apparaissent en catimini sur le territoire enlevé à la Serbie. La décision du président George W. Bush de commencer à livrer des armes au Kosovo est l'un des derniers indices en date de ce processus. Moscou a insisté sur la convocation d'une réunion extraordinaire du Conseil Russie-OTAN, qui se tiendra vendredi 28 mars à Bruxelles. D'ailleurs, il est douteux qu'il soit possible de persuader ce conseil d'intervenir, car il s'est toujours révélé peu utile. A propos, le président Bush a pris cette décision deux jours après la visite à Moscou de la secrétaire d'État Condoleezza Rice et du secrétaire américain à la Défense Robert Gates, qui ont appelé à renforcer la coopération, à étendre les consultations et, en général, à assurer la transparence.

La précipitation avec laquelle le Pentagone accorde sa protection à l'oisillon encore sans plumes qu'est le Kosovo ne peut témoigner que d'une chose: l'Occident n'est pas certain que la paix règnera dans les Balkans aussitôt après la séparation du Kosovo d'avec la Serbie. Cependant, c'est bien sur la rhétorique de la nécessité de mettre fin à la crise yougoslave que l'Occident s'est appuyé pour justifier son soutien aux séparatistes kosovars. De quelle paix peut-il s'agir dès lors qu'on arme une partie contre l'autre? On est tout simplement en train de verser de l'essence sur un brasier déjà très chaud...

Les Serbes l'ont déjà compris. Dans la ville de Kosovska Mitrovica (Nord du Kosovo), ils se sont mis à défendre avec l'acharnement des désespérés leur dernier refuge: le tribunal où siégeaient jadis les magistrats serbes et où siègent aujourd'hui des juges internationaux qui prévoient à terme de transmettre leurs fonctions à des juristes albanais. Du sang a été versé lors d'affrontements avec les forces de la KFOR. Les manifestations en soutien à la minorité serbe du Kosovo se succèdent à Belgrade.

La ville de Kosovska Mitrovica, coupée en deux par le fleuve Ibar en communautés albanaise et serbe, sera désormais et pour longtemps une pomme de discorde entre les parties opposées. Belgrade a déjà envoyé à l'ONU un message exigeant d'attribuer à la Serbie le Nord de la province, attendant à Kosovska Mitrovica, où résident de façon compacte environ 100.000 Serbes. Ces derniers ont besoin d'une protection physique élémentaire. Mais il est peu probable que cela touche les partisans de l'indépendance du Kosovo à l'ONU. Dans la première moitié des années 90, les pays occidentaux avaient fermé les yeux sur l'exil de 300.000 Serbes de Croatie. Peuvent-ils donc se soucier à présent de 100.000 Serbes? « Si 300.000 oiseaux avaient quitté tout à coup une région, le monde serait bouleversé. Mais l'humanité n'a pas remarqué la tragédie des Serbes », dit-on tristement à Belgrade.

L'intention des Etats-Unis de commencer à livrer des armes au Kosovo s'explique, entre autres, par la volonté de retenir au sein de la province Kosovska Mitrovica, ville serbe insoumise, mais importante d'un point de vue stratégique. Mais il y a également un objectif plus important: donner carte blanche aux Kosovars pour la répression des actions de protestation dans les enclaves serbes à l'échelle de toute la province, estime Elena Gouskova, directrice du Centre d'étude de la crise balkanique contemporaine de l'Institut d'études slaves de l'Académie russe des sciences.

Les livraisons d'armes aux Kosovars sont une sorte de légalisation des futures actions des Albanais ayant pour but d'évincer la minorité serbe de la province. Autrement dit, les pays occidentaux assurent aux Kosovars la possibilité d'achever un processus déjà entamé: nettoyer la province de la population non-albanaise, mais à condition qu'ils le fassent eux-mêmes, pour éviter de compromettre les soldats de la paix de l'OTAN faisant partie de la KFOR et, à plus forte raison, l'Amérique.

Il semble également que la province du Kosovo soit appelée à devenir le premier Etat dans l'histoire se trouvant sous protectorat de l'OTAN. Les soldats de la paix de l'Alliance, au sein de la KFOR, maintiennent l'ordre dans la province depuis déjà neuf ans. Si l'on prend en considération l'admission prévue à l'organisation de l'Albanie, de la Macédoine et de la Croatie au cours du sommet de l'OTAN qui se tiendra du 2 au 4 avril à Bucarest, la province du Kosovo pourrait devenir le plus puissant appui de l'Alliance dans les Balkans. La base militaire américaine de Camp Bondsteel, la plus grande des Etats-Unis hors de leur territoire, y est déjà installée. Et le Pentagone a abordé la construction d'une deuxième base militaire au Kosovo, rappelle Elena Gouskova.

Leonid Ivachov, président de l'Académie des problèmes géopolitiques, se dit certain que la stabilité dans les Balkans, et même en Europe, n'est pas nécessaire à Washington, en tout cas en ce qui concerne l'administration actuelle. « Dans une situation de stabilité, les Etats-Unis ne peuvent pas influencer les événements. Si le calme règne en Europe, l'Amérique n'aura rien à y faire. La stratégie politique des Etats-Unis consiste à diriger par le chaos », affirme le général Ivachov. Selon ses renseignements, l'Amérique prévoit de livrer au Kosovo des armes d'infanterie légères et des véhicules blindés sans matériel lourd. Mais, à l'étape suivante, des cadres albanais seront formés pour l'aviation et les unités de chars.

Que peut faire la Russie dans ces conditions? Hélas, pas grand chose. Elena Gouskova et Leonid Ivachov estiment qu'en plus de l'aide humanitaire aux habitants des enclaves serbes du Kosovo, déjà annoncée, le Kremlin pourrait poser la question de l'introduction d'un contingent de paix russe dans la région de Kosovska Mitrovica. Les experts russes discutent également de l'introduction de forces de paix russes dans le Sud de la Serbie, limitrophe du Kosovo. Mais il est peu probable que le président pro-européen Boris Tadic se risque à adresser une telle demande à la Russie. Par conséquent, Moscou ne peut employer que des moyens purement diplomatiques pour influencer sur la situation. Quant aux moyens économiques, à savoir la participation du Kosovo au projet de gazoduc South Stream, la Russie n'y a pas eu recours, faute d'en avoir eu la possibilité, ou tout simplement parce qu'elle n'a pas souhaité le faire.

Publié sur Ria Novosti, le 26 mars 2008.

Articles Par : **Tamara
Zamiatina**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca